

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2845>



# Le gouvernement recule sur un sujet, mais les raisons de rester mobilisés ne manquent pas



émiqme de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -  
Publication date: mercredi 17 décembre 2008

---

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

---

**Le gouvernement a annoncé lundi dernier le report à 2010 de la réforme des lycées. C'est assurément une première victoire de la mobilisation des enseignants mais aussi des lycéens et des parents.**

La réforme des lycées dans son état actuel contenait des renoncements majeurs dans les ambitions que l'école a pour les élèves, tant au niveau des apprentissages qu'au niveau de la mixité sociale. Cette réforme menaçait le baccalauréat, la filière technologique et certaines disciplines. Elle n'était pensée que sous l'angle des suppressions de postes, et aurait eu des conséquences fortes tant pour notre démocratie que pour notre économie.

Si le report de cette réforme est une victoire, il nous faut obtenir maintenant son retrait total car c'est assurément d'une autre réforme que l'Education Nationale a besoin et non d'une compression des coûts et d'une réduction de personnels pour utiliser le jargon en vogue au gouvernement.

D'autre part, sur les autres sujets, les raisons de rester mobilisés demeurent :

- **Le recrutement des enseignants à bac+5** tel qu'il est prévu actuellement n'est qu'**une mascarade pour ne plus payer la deuxième année d'IUFM** (année de stage), et diminuer le nombre d'épreuves aux CAPES. Nous ne pouvons accepter de voir nos nouveaux collègues perdre une année de carrière ce qui va prolonger et différer encore leur départ à la retraite (en commençant à 23 ans minimum, avec 42 annuités pour avoir une retraite complète (à horizon 2020), c'est la retraite à 65 ans pour les enseignants dans le meilleur des cas).
- La **suppression annoncée de nombreux postes de TZR** dans le secondaire (mais aussi de leur équivalent (TRB) dans le primaire) est inacceptable d'autant plus que les suppressions des années passées ont déjà affaibli fortement le système de remplacement : plus aucun TZR de lettres classiques dans notre académie, et seulement 8 TZR affectés au remplacement en Mathématiques. Dans le département, un peu partout **les collègues absents plusieurs semaines ne sont pas remplacés, et certaines classes n'ont toujours pas un enseignant pour assurer tous les cours depuis le début de l'année** : on palie les carences en assurant les cours une semaine sur deux dans certains établissements, ou en recrutant des vacataires à l'ANPE car les viviers de contractuels du Rectorat sont vides dans certaines matières. Ces collègues ayant fini par se tourner vers d'autres professions devant le sort qui leur était fait : temps partiel imposé, chômage forcé... Dans **un département rural** comme la Nièvre, cette méthode de recrutement à l'ANPE est **particulièrement inefficace** vu l'éloignement des centres universitaires. Nous le répétons la seule manière d'assurer correctement les remplacements c'est de disposer d'un nombre suffisant de TZR traités correctement, car **n'oublions pas que le sort des TZR s'est, lui aussi, fortement été dégradé** ces dernières années, ce qui est scandaleux.
- Les menaces de fusions d'établissements (en particulier Jules Renard et Raoul Follereau) sont à l'ordre du jour ; menaces dont le seul but est de faire des économies d'échelles pour employer la terminologie à la mode, économies qui s'incarneront dans une baisse du taux d'encadrement des élèves et des classes chargées au maximum. C'est la preuve qu'une théorie de mutualisation des moyens de production, appliquée dans un secteur qui travaille sur de l'humain ne peut que conduire à une dégradation du service rendu.
- **Le budget 2009 avec 13500 suppressions de postes** alors que des classes sont surchargées, est scandaleux, et résonne comme le signe fort de la volonté du gouvernement d'investir toujours moins dans la formation de la jeunesse, alors que le contexte d'une économie mondialisée appelle à faire le contraire.
- Concernant la revalorisation, la majorité des collègues n'a rien vu venir, et continue de **perdre du pouvoir d'achat**
- Sur les autres secteurs de l'éducation, **la suppression de milliers de postes de RASED et la mise à mal des IUT** viennent compléter le tableau sombre mais limpide de la politique gouvernementale : l'état refuse d'investir les sommes nécessaires à préparer l'avenir.

**Nous sommes donc appelés à rester mobilisé au retour des vacances de Noël.**

